

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Nord
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 15/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LAVALSACE

ZI - 16 rue du Ried
(sur le site de LABO-SERVICES ex.DAPEMO)
67850 HERRLISHEIM

Références : 0006703935/AD/CE
Code AIOT : 0006703935

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2022 dans l'établissement LAVALSACE implanté ZI - 16 rue du Ried (sur le site de LABO-SERVICES ex. DAPEMO) - 67850 HERRLISHEIM. L'inspection a été annoncée le 16/09/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cet établissement est classé prioritaire national sur la thématique rejets dans les eaux superficielles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVALSACE
- ZI - 16 rue du Ried (sur le site de LABO-SERVICES ex. DAPEMO) - 67850 HERRLISHEIM
- Code AIOT : 0006703935
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAVALSACE exploite un centre de lavage interne de citernes routières autorisé par l'arrêté du préfectoral codificatif du 27 décembre 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eaux superficielles
- Rejets atmosphériques / Odeurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Conditions de rejet des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 4.2.2.b et Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21.III	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.III	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Surveillance des émissions dans le milieu aquatique	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 9.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Porté à connaissance	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Quantités maximales de déchets dangereux présentes sur le site Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 5.1.1	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 5.1.1	/	Suceptible de mise en demeure, respect de prescription ou modification de prescription sur demande justifiée de l'exploitant	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets COV	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 3.2.2.3	/	Projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 3.2.3	/	Projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire
3	Approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 4.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cet établissement prioritaire national sur l'eau présente des dépassements récurrents confirmés par un contrôle inopiné réalisé à l'été 2022. Malgré les mesures correctives faites par l'exploitant, les dépassements demeurent. L'exploitant n'a, a priori, jamais fait de contrôle du recalage et les prélèvements des eaux superficielles ne sont pas faits selon le protocole d'échantillonnage. Une mise en demeure en plusieurs points est proposée à Madame la préfète.

Concernant les rejets atmosphériques, les dernières mesures de contrôle n'ont pas été représentatives, malgré les demandes de l'inspection à ce que les conditions opératoires soient précisées. Un Arrêté préfectoral complémentaire est proposé à la préfète permettant un renforcement des prélèvements et des mesures.

Concernant la problématique de nuisance olfactive, l'inspection n'a pas pu établir de corrélation entre les événements rapportés et les citernes lavées par l'exploitant

Par ailleurs il convient que l'exploitant, avant de réaliser des modifications de son installation, informe la préfecture comme le prévoit l'article R.181-46 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 3.2.2.3				
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet				
Prescription contrôlée :				
Nature de l'installation / identification de l'émissaire	Paramètres	Concentration mg/Nm ³	Flux horaire kg/h	Flux annuel t/an
	COVNM canalisés	20	1	1
L'évent de l'évaporateur est traité comme un rejet diffus, il est réglementé selon l'article 28 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.				
Le débit des effluents est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées rapportées aux mêmes conditions normalisées.				
Pour les composés organiques volatils non méthaniques (COVNM), leur teneur sera exprimée en équivalent carbone total de l'ensemble des composés.				
Constats : Lors des précédents contrôles, pour les quantités de COVNM l'inspection avait noté un facteur 10 entre 2 résultats d'une année sur l'autre. Les conditions opératoires n'étant pas indiquées sur les rapports, il n'a pas été possible de savoir d'où venait cette différence. Les rejets atmosphériques sont contrôlés une fois par an uniquement sur cette installation. L'exploitant dispose d'une captation spécifique à mettre en place pour le lavage des citernes ou IBC contenant ou ayant contenu des COV à phrase de risques. Cette captation est reliée à un filtre à charbon actif, il n'y a pas de rejets canalisés à l'extérieur du bâtiment.				

L'exploitant a fourni les résultats du contrôle des rejets atmosphériques ayant eu lieu le 24/01/2022. Ces résultats sont donnés pour l'année 2021, le laboratoire de contrôle n'ayant pas pu réaliser les prélèvements en fin d'année.

Les résultats sont les suivants :

- conduit P16 : COVNM = 0,36 mg/m³ - conditions opératoires : 1 seul camion, il n'a pas été possible de réaliser 3 essais - le flux n'est pas indiqué, mais on peut le calculer à partir des données du contrôle : flux = concentration x débit volumique gazeux = 0,36*44428 = 15 994 mg/h = 16 g/h soit sur une base de 3000 h de fonctionnement on arrive donc à 48 000 g/an = 48 kg par an. Le résultat est conforme en flux et concentration.

- conduit P17 : COVNM = 0,75 mg/m³ - conditions opératoires : 1 seul camion, il n'a pas été possible de réaliser 3 essais - le flux n'est pas indiqué, mais on peut le calculer à partir des données du contrôle : flux = concentration x débit volumique gazeux = 0,75*44640 = 33 480 mg/h = 33,4 g/h soit sur une base de 3000 h de fonctionnement on arrive donc à 100 200 g/an = 100,2 kg par an.

=> pour la station de lavage, le résultat est conforme en flux (<1 kg/h < 1 t/an) et concentration (<20 mg/Nm³).

De manière à corroborer les résultats avec le camion lavé, l'inspection demande le type de camion lavé afin de pouvoir analyser la Fiche de Données de Sécurité (FDS) du produit. Il s'avère que le 24/01/2022, aux horaires de prélèvement 10h20/11h50 pour le P17 et 11h12/11h42 pour le P16, l'inspection n'a pas pu identifier la citerne qui était en lavage (arrivée d'une citerne à 9h34 puis sortie à 10h30, arrivée de la citerne suivante à 11h47 et ressortie à 12h24).

- Event : COVNM = 15,9 mg/m³ - conditions opératoires : il n'a pas été possible de réaliser 3 essais du fait de la faible activité - le flux n'est pas indiqué, mais on peut le calculer à partir des données du contrôle : flux = concentration x débit volumique gazeux = 15,9*88 = 1399,2 mg/h = 1,4 g/h soit sur une base de 3000 h de fonctionnement on arrive donc à 4200 g/an = 4 kg par an.

=> Pour cet événement l'arrêté préfectoral renvoie aux articles 27 et 28 du 02/02/1998. Le flux horaire ne dépassant pas 2 kg/h, la concentration maximale de 110 mg/m³ n'est pas imposée pour cet émissaire.

Le responsable de site et le chargé de mission techniques sont arrivés en 2021. Contacté début décembre, l'exploitant informe l'inspection que le contrôle des rejets atmosphériques n'a, à cette date, pas été réalisé pour l'année 2022. Etant donné les délais d'attente auprès des laboratoires qualifiés, les prélèvements n'ont pas été réalisés fin 2022.

Concernant les rejets des chaudières, la fréquence de prélèvement est de 3 ans, le dernier résultat avait été présenté en inspection en 2021. Le prochain contrôle est attendu pour 2023.

Observations : Les résultats des contrôles des rejets atmosphériques des dernières années ont révélé soit des résultats hétérogènes, soit un résultat conforme mais non représentatif notamment pour l'année 2021. L'inspection propose à la préfète un arrêté complémentaire pour renforcer la fréquence (trimestrielle sur une année glissante), relever de manière précise les conditions opératoires (nombre de camion, nom du client, nom du produit, mention de danger du produit ayant été contenu dans la citerne), faire des analyses exploratoires sur les COV annexe III.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire

N° 2 : odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes dispositions pour limiter les odeurs issues de ses installations. En

particulier, les effluents gazeux odorants sont captés à la source et canalisés au maximum.
Les effluents gazeux odorants provenant de la station d'épuration interne ou du stockage de résidus ou de boues feront l'objet de traitements appropriés en cas de gêne pour le voisinage.
Constats : Des plaintes odeurs en provenance de la zone du RIED sont récurrentes. Deux nouvelles plaintes ont été formulées le 11 juillet aux alentours de 10h30 et le 23 septembre entre 19h et 20h.
L'inspection demande le type de camion lavé afin de pouvoir analyser la Fiche de Données de Sécurité (FDS) du produit, et vérifier si le produit est odorant ou non.
Le 11/07/2022, 3 citernes ont été réceptionnées entre 9h55 et 10h12, la dernière est sortie à 11h57. Les FDS n'indiquent aucune caractéristique particulière.
Le 23 septembre, la dernière citerne lavée est arrivée à 17h26 puis repartie à 19h30. Le produit ayant été contenu dans cette citerne a une odeur caractéristique de composé phénolique aromatique. Le logiciel de suivi, indique que cette citerne a été traitée sur la piste P15 avec utilisation de la captation sur filtre à charbon actif, puis a ensuite été lavée avec de l'eau chaude sur les pistes P16/17.
L'inspection n'a pas pu établir de corrélation entre les citernes lavées et les odeurs ressenties lors de ces 3 épisodes
L'exploitant possède une unité de captation sur filtre à charbon actif pour les produits odorants. L'inspection demande à ce qu'une liste des produits odorants récurant soit identifiée et transmise à l'inspection sous un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire

N° 3 : approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le volume annuel d'eau en provenance du réseau d'eau public d'adduction d'eau potable de la commune de Herrlisheim est de 38 000 m ³ .
Constats : L'exploitant présente sa facture d'eau pour l'année 2021 - elle indique 17 650 m ³ , volume très inférieur à la limite de 38 000 m ³ imposée par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans Objet

N° 4 : Conditions de rejet des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet des eaux industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les caractéristiques des eaux industrielles en sortie de la station d'épuration et au niveau du rejet au milieu naturel ne dépassent pas les valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • pH : compris entre 5,5 et 8,5, • température : 30 °C, • turbidité : transparente - à partir du 1er janvier 2022, • débit maximal instantané 5 m³/h, • débit maximal pendant une période de 24 heures consécutives : 4,5 m³/h, • moyenne mensuelle du débit journalier : 108 m³/j,

• concentrations et flux maximaux :

- DCO: 300 mg/l ; 32,4 kg/j
- DBO5: 100 mg/l ; 10,8 kg/j
- Cyanures : 0,1 mg/l ; 0,01 kg/j

L'installation de traitement des eaux est composée d'un ensemble de procédés constituée : d'un bassin de séparation d'hydrocarbures et d'écumage, d'un premier bassin d'homogénéisation, d'un traitement physico-chimique, d'un second bassin d'homogénéisation, d'un évaporateur à compression mécanique de vapeur fonctionnant sous vide et entièrement automatisé. Au besoin, un traitement complémentaire pourra être mis en œuvre (ex : filtre à charbon actif, résine échangeuse d'ions...). Une procédure définit les cas dans lesquels un traitement complémentaire est nécessaire.

L'alimentation de la canalisation en sortie de l'installation de traitement des eaux est réalisée au moyen d'un système de pompage (notamment une pompe de relevage). Le rejet est stoppé en cas de dépassement des valeurs pH, températures, turbidité constatées sur 30 minutes (le seuil de turbidité est à établir, exprimé en NTU (Nephelometric Turbidity Unit), paramètres caractéristiques du dysfonctionnement de l'installation de traitement. En cas de dépassement des valeurs de consignes, ils actionneront une alarme auprès d'un responsable de l'entreprise.

L'installation de traitement des eaux est placée sous une télésurveillance reliée à un poste de contrôle accessible en permanence par un responsable de l'entreprise.

Ces équipements sont soumis aux dispositions de l'article 7.2.1.2 Mesures de maîtrise des risques du présent arrêté.

Constats : L'inspection a mandaté un laboratoire externe pour réaliser un contrôle inopiné des eaux superficielles du 6 au 7 juillet 2022. Le rapport de contrôle indique que des dépassements des valeurs limites ont été constatés pour :

- le débit instantané (6,8 m³/h) ;
 - en valeur pour le pH de l'échantillon moyen (3,47 - autosurveillance : 5,6) ;
 - en concentration pour la DCO (307 mg/l - autosurveillance : 303 mg/l) ;
 - en concentration et plus pour la DBO5 et l'indice cyanure, avec un double dépassement des valeurs limites en concentration pour la DBO5 (204 mg/l et 18 kg/j - autosurveillance : 120 mg/l et 9,84 kg/j) et les cyanures (0,2016 mg/l et 0,019 kg/j - autosurveillance : 0,520 mg/l et 0,042 kg/j).
- Les résultats entre l'autosurveillance et le contrôle inopiné ne sont pas concordants, les écarts sont importants pouvant aller à plus du double de la valeur.

L'exploitant indique les mesures correctives mises en place :

- changement du filtre pour régler le problème de cyanure. Néanmoins, le filtre à charbon actif a été changé en mars et le contrôle a eu lieu en juillet. Cette explication n'est pas satisfaisante. Les cyanures peuvent s'abattre par oxydation ou réduction ;
- étalonnage de la sonde de pH par l'exploitant et son électricien la semaine précédant l'inspection ;
- commande (29/09/2022) d'une nouvelle sonde de pH pour neutraliser et équilibrer le pH dans une cuve de mélange plutôt qu'au niveau de la sortie des effluents comme c'est fait actuellement. L'exploitant indique que les valeurs en DCO ne dépassent maintenant jamais les 50 mg/l.

L'exploitant a fourni les résultats d'analyses du laboratoire Eurofins du 26/08/2022 :

- pH de l'échantillon moyen : 8,9 (conforme) ;
- DCO : 36 mg/l (conforme) ;
- cyanures : 0,07 mg/l (conforme) ;
- DBO5 : 25 mg/l (conforme).

Le document n'indique pas les flux.

Le jour de l'inspection les paramètres lus sur l'automate sont les suivants :

- pH - lecture sondes : 8,30 sonde au niveau de la neutralisation / 8,95 au niveau de la sortie condensats de l'évaporateur (conforme) ;
- température - lecture automate: 30,1° (dépassement) => l'eau en sortie semblait plus froide (aux

alentours de 20°) ;

- DCO - lecture automate : 47 mg/l (conforme) ;

- SS (l'exploitant n'a pas indiqué à quoi correspondait ce paramètre) - lecture automate : 1,67 mg/l.

L'analyse des données GIDAF montre :

	pH	DCO en concentration	DBO5	Cyanures
Dépassement de la VLE plus de 10 % du temps	Décembre 2021 : = 20 % du tps 4 dépassements sur 20 données Mars 2022 : = 20 % du tps 4 dépassements sur 20 données Avril 2022 : = 15 % du tps 3 dépassements sur 20 données Juin 2022 : = 15 % du tps 3 dépassements sur 19 données Juillet 2022 : = 21 % du tps 4 dépassements sur 19 données Août 2022 : = 46% du tps 6 dépassements sur 13 données Septembre 2022 : = 55 % du tps 5 dépassements sur 9 données Octobre 2022 : = 100 % du tps 9 dépassements sur 9 données	Février 2022 : = 17% du temps 3 dépassements sur 18 données Juillet 2022 : = 35 % du tps 6 dépassements sur 17 données	Hebdomadaire - non concerné	Hebdomadaire - non concerné
Dépassement de plus du double de la VLE	Sans Objet	aucun	2 en février 2022 1 en juillet 2022 (contrôle inopiné)	4 en juillet 2022

Les rejets de l'exploitant sont donc non-conformes à son arrêté préfectoral et non conformes à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.III

Thème(s) : Risques chroniques, rejets en eaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

III.- [...]

S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient

réalisées sous agrément. [...]
Constats : L'exploitant indique qu'il n'a jamais effectué de contrôle de recalage étant donné qu'il externalise la surveillance de ses rejets dans l'eau. Cependant, comme les échantillons ne sont pas prélevés par le laboratoire, les prélèvements ne se font pas sous accréditation, l'exploitant est donc soumis au contrôle de recalage. Ce contrôle doit être réalisé tous les deux ans. Des doutes subsistent quant à la validité du prélèvement réalisé par l'exploitant (voir constat 5) et le contrôle de recalage devra permettre selon les cas de lever ces doutes, identifier les sources de dérives potentielles et les mesures correctives à mettre en œuvre le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance des émissions dans le milieu aquatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 9.2.2			
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans le milieu aquatique			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise en autosurveillance, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées dans le tableau ci-après:			
Situation du rejet	Paramètres	Fréquence	Point de prélèvement
Station d'épuration interne	Débit, température, pH, COT, turbidité	En continu	En sortie de station d'épuration avant mélange avec les eaux pluviales et raccordement à la canalisation rejoignant le milieu naturel
	MEST, DCO,	Journalier	
	DBO ₅	Hebdomadaire	
	Azote global (NTK + NO ₂ + NO ₃ exprimé en N)		
	Phosphore total (exprimé en P)		
	Fluor et composés (en F)		
	Cyanures		
	Hydrocarbures totaux (HCT)		
	BTEX : (benzène, toluènes, éthylbenzène et xylènes)		
Constats : L'exploitant ne mesure pas la turbidité, il est encore en recherche de solution. Ce paramètre avait été prescrit suite au rejet accidentel du 03/04/2021.			
Observation : Il subsiste un doute sur la représentativité de l'échantillonnage qui doit se faire selon le Guide DGPR du Février 2018 - Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE, disponible sur AIDA « https://aida.ineris.fr/sites/default/files/gesdoc/96466/Guide_%C3%83%C2%A9chantillonnage_substances_eau_ICPE_VF_02-2018.pdf »			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription			
Proposition de délais : 3 mois			

N° 7 : Quantités maximales de déchets dangereux présentes sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales de déchets dangereux présentes sur le site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :</p>

- huiles issues du débourbeur-déshuileur destinées à la valorisation : 55 t/an ;
- résidus de lavage et concentrats de l'évaporateur : 430 t/an.

Les déchets dangereux présents résultent exclusivement des activités régulièrement exercées sur le site.

Constats : Lors de la dernière inspection, il était constaté que les quantités de déchets prescrites n'étaient pas respectées. L'inspection avait alors proposé à l'exploitant de fournir un porté à connaissance pour expliquer les modifications et éventuellement solliciter une augmentation de la quantité de production de déchets. L'exploitant n'a jamais transmis de dossier.

Le jour de l'inspection, seul un état des lieux incomplet a été réalisé sur les concentrats de l'évaporateur pour un total de 340 tonnes pour 9 mois d'utilisation. Une projection sur l'année complète et l'ajout des résidus de lavage non-comptabilisés montrent que la prescription est susceptible de ne pas être respectée pour l'année 2022.

Il convient que l'exploitant fasse un état des lieux fin et le transmette à l'inspection.

Type de suites proposées : Susceptibles de suites

Proposition de suites : **susceptible d'une** Mise en demeure, respect de prescription ou modification de prescription sur demande justifiée de l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Porté à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46

Thème(s) : Situation administrative, Porté à connaissance

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats : Le 23/09/2022, l'exploitant indique qu'il a remplacé sa chaudière.

La vidange de la nouvelle chaudière a provoqué un panache de vapeur.

L'exploitant n'a pas informé le préfet de la modification de ses installations au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement. De plus, l'inspection remarque qu'une canalisation a été ajoutée. Il semble qu'elle déverse de l'eau très chaude, provenant du bassin tampon de production d'eau chaude vers le réseau d'eau pluviale du site. L'exploitant doit montrer dans son porté à connaissance que cette eau est non polluée, à défaut, ce rejet est considéré comme un effluent et doit être dirigé vers la station d'épuration de l'exploitant. Il est rappelé à l'exploitant que les eaux de purge de chaudières sont considérées comme des eaux de process et donc des eaux polluées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois